

Direction de la Stratégie

La Directrice générale

Direction départementale du Loir-et-Cher

à

Affaire suivie par :

Monsieur le Président du Conseil d'administration
EHPAD « La Bonne Eure »
31 Rue de Candy
41250 BRACIEUX

Secrétariat de la DD (ARS-DD41)

N/Réf : 2024-DS-002

V/Réf : votre courriel du 6 décembre 2023

Date : **16 JAN. 2024**

Lettre R.A.R. n° 2C 172 119 8326 8

Objet : 41/Bracieux/EHPAD « La Bonne Eure »_contrôle du 11 septembre 2023_notification décisions administratives définitives.

Monsieur le Président,

L'Établissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes (EHPAD) « La Bonne Eure », situé 31 rue de Candy à Bracieux (Loir-et-Cher), a été contrôlé par mes services, à compter du 11 septembre 2023, date de la demande de transmission des pièces sur l'outil « Collecte-pro ».

Le 24 novembre 2023, je vous ai fait part des mesures que j'envisageais de prendre sur la base du rapport remis par la mission de contrôle et je vous demandais alors de me faire part de vos observations sur celles-ci dans un certain délai.

Par courriel du 6 décembre 2023, vous me les avez adressées et elles ont fait l'objet d'une analyse interne, notamment par la mission de contrôle.

Vous y déclariez avoir bien pris en considération les mesures administratives envisagées et que ces dernières n'appelaient pas d'observations de votre part : j'en prends acte, étant précisé que la parfaite exécution de l'ensemble de ces mesures et leur maintien dans la durée relèvent de votre responsabilité, sous le bénéfice, par mes services, du suivi du contrôle.

Au final, je confirme l'ensemble des mesures envisagées, leur conférant ainsi la nature de décisions administratives définitives : vous en trouverez la liste dans le tableau joint.

Dans le respect des échéances formalisées dans ce même tableau, vous voudrez bien adresser désormais aux services de la Direction départementale (cf. *supra* l'adresse électronique de son secrétariat) les preuves documentaires de la mise en œuvre des mesures, afin de permettre leur levée.

Le non-respect cumulé de plusieurs mesures d'injonctions dans les échéances fixées est susceptible d'entraîner la mise en place d'une sanction administrative (administration provisoire, indemnités journalières, sanctions financières, cessation partielle ou totale, provisoire ou définitive de l'activité d'accueil de résidents).

Par ailleurs, les informations relatives à la protection des données personnelles sont annexées au présent courrier.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour la Directrice générale de l'ARS et par délégation,



Directeur de la Stratégie

Copie :

- Direction de l'établissement
- Conseil Départemental du Loir-et-Cher

Dans le délai de deux mois à compter de sa notification à la personne bénéficiaire, la présente décision pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire et/ou d'un recours contentieux selon toutes voies de procédure devant le tribunal compétent par voie postale à l'adresse Tribunal Administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie - 45000 ORLÉANS ou par voie électronique via l'application Télérecours : www.telerecours.fr.

MESURES ADMINISTRATIVES DÉCIDÉES PAR LA DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'ARS CENTRE-VAL DE LOIRE

RÉTABLISSEMENT DES GARANTIES NÉCESSAIRES À L'ACCUEIL DE PERSONNES ÂGÉES DÉPENDANTES

Nature des mesures, hors cas de l'urgence :

- « recommandation » : manquement à risque faible objet d'une remarque en l'absence de référence juridique
- « prescription » : risque avéré, latent, lié à un écart constaté ; écart = non-conformité à une référence juridique fixant une obligation de faire ou de ne pas faire
- « injonction » : risque patent, critique lié à un écart constaté ; doit être prévue par une mesure « lourde », fixée par la loi (exécution ordonnée, astreintes & sanctions financières, administration provisoire, suspension/cessation, action sur les autorisations,...) : exemples : art. L. 313-14 à -18 CASF, L6122-13 CSP.

EHPAD « La Bonne Eure », Bracieux (41)

| N° | LIBELLÉ | NATURE | | | JUSTIFICATIONS FORMELLES : lois et règlements, directives, recommandations professionnelles externes | ÉCHÉANCE |
|-----|--|----------------|--------------|------------|--|----------|
| | | RECOMMANDATION | PRESCRIPTION | INJONCTION | | |
| 01 | GOUVERNANCE | | | | | |
| 011 | <ul style="list-style-type: none"> Disposer d'un organigramme à jour et daté | | + | | Circulaire DGAS/SD n°138 du 24 mars 2004 relative à la mise en place du livret d'accueil prévu à l'article L311-4 du CASF | 1 mois |
| 012 | <ul style="list-style-type: none"> Disposer d'un plan bleu complet, spécifique à l'établissement, objet d'une concertation interne, révisé annuellement | | | + | Article D312-160 du CASF | 3 mois |
| 02 | FONCTIONS SUPPORT | | | | | |
| 021 | <ul style="list-style-type: none"> Assurer une présence adaptée de personnels infirmiers chaque jour | | + | | Article L311-3 3° du CASF | 15 jours |
| 022 | <ul style="list-style-type: none"> Assurer une présence adaptée de personnels soignants qualifiés chaque nuit | | + | | Article L311-3 3° du CASF Article L312-1 II du CASF Article D312-155-0 II du CASF | 15 jours |
| 023 | <ul style="list-style-type: none"> Justifier la qualification des personnels infirmiers et soignants, y compris vacataires | | + | | Article L312-1 II du CASF | 15 jours |
| 024 | <ul style="list-style-type: none"> Disposer des fiches de poste des professionnels | + | | | Recommandation ANESM - Mission du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance - Partie II -Décembre 2008 | |

EHPAD « La Bonne Eure », Bracieux (41)

| N° | LIBELLÉ | NATURE | | | JUSTIFICATIONS FORMELLES : lois et règlements, directives, recommandations professionnelles externes | ÉCHÉANCE |
|-----------|---|----------------|--------------|------------|--|----------|
| | | RECOMMANDATION | PRESCRIPTION | INJONCTION | | |
| 025 | <ul style="list-style-type: none"> Former l'ensemble des personnels à la thématique de la maltraitance | + | | | Recommandation ANESM - Mission du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance - Partie I - Décembre 2008 | |
| 03 | PRISE EN CHARGE | | | | | |
| 031 | <ul style="list-style-type: none"> Indiquer les objectifs de la prise en charge dans le contrat de séjour | | + | | Article D311 V du CASF | 1 mois |
| 032 | <ul style="list-style-type: none"> Élaborer un projet d'accompagnement personnalisé pour chaque résident, en associant le résident, et le réévaluer annuellement | | | + | Article L311-3 7° du CASF Article D312-155-0 (3°) du CASF | 12 mois |
| 033 | <ul style="list-style-type: none"> Mettre en place une commission de coordination gériatrique et prévoir une réunion <i>a minima</i> annuelle | | + | | Article D312-158 3° du CASF | 12 mois |
| 034 | <ul style="list-style-type: none"> Formaliser, par une convention, un partenariat avec un établissement de santé disposant d'un service d'urgence, permettant l'accueil des résidents en urgence | | + | | Article D312-155-0 5° du CASF | 6 mois |

ANNEXE 1 : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Pour mener à bien ses missions de contrôle et d'inspection, l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire procède à un traitement en application des dispositions inscrites à l'article 6-1 c) du Règlement général sur la protection des données (RGPD) du 27 avril 2016.

Dans ce cadre, les données collectées sont communiquées aux membres des équipes d'inspection et de contrôle, à la Mission Inspection Contrôle ainsi qu'aux personnes (internes ou externes à l'ARS) en charge de gérer leurs suites. En tant que de besoin, elles peuvent être communiquées aux Ordres professionnels et aux Procureurs de la République.

Elles sont conservées 10 ans au regard de leur caractère et de leur spécificité et font l'objet d'un versement aux archives départementale à échéance de ce délai.

De plus et conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, au RGPD et dans les conditions prévues par ces mêmes textes, les personnes dont les données personnelles font l'objet d'un traitement disposent d'un droit d'accès, de rectification, de modification des données les concernant, dont le site de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) en donne le détail : <https://www.cnil.fr/fr/les-droits-pour-maitriser-vos-donnees-personnelles>

Toute demande d'exercice de ces droits ou toute question relative au traitement des données est à effectuer auprès du Responsable des traitements ou de la Déléguée à la Protection des Données (DPO) de l'ARS Centre-Val de Loire :

Par courriel :

ARS-CVL-RGPD@ars.sante.fr

A défaut, par courrier :

Déléguée à la protection des données
Secrétariat Général
ARS Centre-Val de Loire
131 rue du faubourg Bannier – BP 74409
45044 ORLEANS Cedex 1

Toute demande de réclamation est à adresser auprès de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/adresser-une-plainte>